

# Le calendrier électoral est récusé par l'opposition burundaise

BURUNDI Les dates du 26 juin – législatives – et du 15 juillet – présidentielle – sont proposées à Bujumbura

Un pas en avant, deux en arrière : à peine avait-il été avancé que le nouveau calendrier proposé par la Commission électorale était récusé par l'opposition burundaise, qui considère que les conditions ne sont pas remplies.

Alors que les chefs d'Etat de l'Est, réunis en sommet à Dar es-Salaam avaient proposé un report des scrutins, la Ceni (Commission nationale indépendante) avait saisi la balle au bond et proposé que les élections législatives et communales soient fixées au 26 juin, et que l'élection présidentielle ait lieu le 15 juillet. Pour la Ceni, ce report, de quelques semaines seulement, devrait « permettre au Burundi d'éviter de tomber dans un vide institutionnel que personne ne souhaite ».

Cependant, l'opposition, qui a organisé des manifestations à Bujumbura depuis plus de deux mois, estime que les conditions minimales permettant l'organisation d'élections libres et démocratiques ne sont pas remplies et elle a rappelé quelques préalables.

## Commission affaiblie

Le premier porte sur la composition

de la Ceni elle-même : deux de ses cinq membres, dénonçant les pressions, ont démissionné et quitté le pays. Affaiblie par ces défections, la commission, sans remplacer les deux démissionnaires, a

préféré la fuite en avant et annoncé la nouvelle date des scrutins. L'opposition pose donc comme préalable la désignation d'une nouvelle commission, réellement indépendante du pouvoir.

Par ailleurs, alors que toutes les radios indépendantes ont été détruites et réduites au silence, l'opposition estime que les conditions d'information minimales ne sont pas réunies elles non plus.

De plus, les Imbonerakure, les « mouvements de jeunesse » du parti au pouvoir, que beaucoup assimilent à des milices et qui n'hésitent pas à menacer les opposants dans les villes et à terroriser la population des campagnes, sont toujours actifs, ce qui amène l'opposition à estimer que les conditions de sécurité minimales ne sont pas remplies. Charles Nditije, l'un des dirigeants de l'opposition, a déclaré à l'Agence France Presse qu'« on ne peut pas organiser des élections aujourd'hui si on ne s'assoit

pas ensemble pour négocier la mise en place d'une nouvelle Ceni, si on ne se met pas ensemble pour discuter des conditions politico-sécuritaires, si on ne désarme pas les Imbonerakure ».

## Candidature « non négociable »

Mais le principal point d'achoppement se situe ailleurs : pour l'opposition, il est hors de question que le président Pierre Nkurunziza, qui a été élu

une première fois par le Parlement et une deuxième au suffrage direct, brigue un troisième mandat alors que, pour le parti au pouvoir, la candidature du président sortant représente un point « non négociable ».

Autrement dit, malgré les médiations africaines et les pressions internationales (européennes et américaines) qui se succèdent, l'impasse demeure totale même si les manifestations, commencées le 26 avril, dès le dépôt de la candidature de Pierre Nkurunziza, ont désormais tendance à s'essouffler. La répression a fait une quarantaine de morts en six semaines... ■

COLETTE BRAECKMAN